

“L’émancipation des travailleurs sera l’oeuvre des travailleurs eux-mêmes”

Karl Marx

L’Aile Rouge

Bulletin des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**
de Dassault Mérignac et Martignas



Le plan « *France relance* » pour la relance des profits... Pour l’emploi et les salaires, on ne pourra compter que sur nos luttes !

Avec « *France relance* », Macron et Castex ont mis 100 milliards d’euros supplémentaires sur la table, essentiellement comme cadeaux directs ou indirects au patronat. Sous prétexte de relancer l’économie ou de promouvoir l’écologie, ce sont les profits des multinationales qu’ils essaient de sauver.

Ils viennent s’ajouter aux 470 milliards déjà engagés par l’Etat depuis le mois de mars et aux 750 milliards du plan de relance européen décidé début juillet... qui lui-même faisait suite au plan européen de 540 milliards de prêts décidé en avril.

Des milliers de milliards ont été dépensés par tous les gouvernements pour sauver les multinationales capitalistes. Mais ils sont incapables de faire face à la débâcle de leur système, la récession, l’effondrement des marchés. Ils essaient seulement de sauver les possibilités de faire du profit, de verser des dividendes aux actionnaires, de repousser le krach du système financier.

Mensonges et provocations

Ce sont les mêmes qui nous ont martelé pendant des années qu’il n’était pas possible d’embaucher et d’augmenter les salaires parce qu’il n’y avait rien de pire que de laisser des dettes aux générations futures. Les mêmes qui ont asséné qu’on ne pouvait pas sauver les retraites parce qu’il n’y avait pas « *d’argent magique* » ! Les mêmes qui ont justifié la casse du système de santé et de l’éducation au nom des économies...

Ils ont été complètement discrédités par leur incapacité à gérer la crise sanitaire. La situation dans les écoles, avec le nombre grandissant de classes fermées, vient confirmer à quel point le pouvoir n’a tiré aucune leçon des derniers mois... et rien préparé pour que ça puisse se passer au mieux.

Le « conseil de défense » réuni par Macron et Castex vendredi avec tambours et trompettes a débouché sur l’élargissement du pouvoir des Préfets dans 42 départements au lieu de 28 et un « *appel au sens des responsabilités* » ! Le gouvernement navigue à vue. Sans politique sanitaire, il n’a qu’une politique policière, à coup d’amendes et d’obligations parfois intenable.

Une politique qu’il accentue en multipliant les provocations contre les classes populaires. Quand Darmanin revendique de parler d’« *ensauvagement* » comme

l’extrême droite, quand le pouvoir prépare une loi pour « *lutter contre le séparatisme et le communautarisme* », ils font le calcul cynique et criminel de répandre le poison du racisme pour nous diviser, nous intimider, nous faire taire.

Quand ils justifient les violences policières contre les jeunes des quartiers populaires et contre les manifestants, ils annoncent très clairement une politique de plus en plus répressive contre les libertés, pour imposer les reculs sociaux.

Faire entendre notre colère, nos exigences

Les grandes phrases de Macron ne peuvent cacher que le chômage et la misère explosent, avec les plans de licenciements et tous les emplois précaires qui ne sont pas renouvelés. L’Insee a enregistré en France 715 000 destructions d’emplois sur le premier semestre.

Des millions d’entre nous sont sous le seuil de pauvreté, certains sans ressource, comme les jeunes de moins de 25 ans et les sans-papiers.

Quant à ceux qui ont eu droit au chômage partiel, on leur fait comprendre qu’ils doivent s’estimer heureux... Heureux d’avoir perdu 16 % de leur revenu pendant que les patrons touchaient des milliards.

Nous sommes nombreux à vouloir agir pour changer les choses et bien conscients que ce ne sont pas des « journées » isolées les unes des autres et sans perspective qui suffiront. Même si elles sont autant d’occasion de faire entendre notre colère et de tisser des liens entre salariés, entre secteurs professionnels...

Le 17 septembre, CGT, Solidaires et FSU appellent à la grève et à manifester. Soyons nombreux pour contester la politique du gouvernement et des patrons et pour dire que c’est à nous, au monde du travail et à la jeunesse de prendre nos affaires et nos luttes en main.

Lundi 14 septembre 2020

Judi 17 septembre, RV à 11h30
Place de la République à Bordeaux

Imprimerie spéciale / ne pas jeter sur la voie publique

www.npa2009.org www.npa33.org www.npa2009.org

La direction déroule son plan...

Il semble loin le temps où la famille Dassault nous envoyait de la poésie... c'était pendant le confinement.

Depuis la veille des vacances d'été on parle chiffres. Carnet de commande. Livraisons. Marge opérationnelle. Les armes sont sorties.

En préambule du projet d'accord APLD la DG spécifie que la marge en question, c'est-à-dire le taux de profit, est passée de 8 à 2 %.

L'objet de toutes les « négociations » à venir est donc clairement défini : comment redresser le taux de profit, le rendement des actions ?

Et cette question est la même qui se pose chez Airbus, chez Daher, chez Safran, chez 3A et dans toute la filière aéronautique.

Notre direction comme Airbus, commencent par réduire la sous-traitance sur site et par rapatrier de la charge, ce qui a pour effet immédiat la vague de licenciement en cours chez tous les sous-traitants. Mais déjà ils annoncent que cela ne suffira pas.

Le deuxième étage de la fusée est évidemment la préparation d'un plan social dont la direction assure qu'il peut survenir n'importe quand et dont nous savons qu'il est déjà en cours chez Airbus.

Ceux qui se présentent comme les « grands capitaines » de l'industrie et de la finance n'ont pas d'autres projets pour dépasser cette crise que de procéder à des licenciements. Le PIB peut reculer de 20 points et toute la société avec, eux ils doivent préserver au mieux leur taux de profit. Et cela quitte à réduire le niveau de vie de millions de salariés.

Face à cette crise dont personne n'ose encore mesurer la profondeur, nous avons deux solutions :

soit on reconnaît la légitimité de ce fonctionnement et notre dépossession totale ; soit nous contestons cette violence sociale et exigeons que le travail soit partagé entre tous et que ce travail soit organisé et décidé en fonction des besoins de la société et non du seul profit.

Nous savons travailler, ils ne savent pas organiser la production.

Nous vivons avec 2000 euros, ils n'ont pas assez de millions.

C'est peut-être eux et le système qui les maintient qu'il faut envisager de licencier...

Ça se passe chez nous ou pas très loin

Chez 3A, société de sous-traitance principalement dans l'aéronautique avec 1575 salariés en France, en même temps que le chômage partiel, la direction annonce un PSE et sa volonté de supprimer plus de 700 postes à partir de la fin de l'année. Auxquels s'ajoute une fin de contrat pour 900 intérimaires. Evidemment les donneurs d'ordre que sont Airbus, Stelia et Dassault ont une responsabilité directe dans cette situation.

Chez CNB (chantier naval de Bordeaux) société du groupe Bénéteau c'est la fin de contrat pour les intérimaires et les sous-traitants et la direction du groupe menace d'un plan de suppression de 250 à 700 emplois visés sur Bordeaux.

Chez LISI Aerospace à Marmande, une chute de la production brutale fait craindre le pire et c'est le chômage partiel pour 60% du personnel jusqu'en décembre.

Et Ford après avoir fermé une de ses deux usines de Blanquefort vient d'abandonner la seconde, GFT, dont il est le seul client. Un projet cousu de fil blanc que Ford met à exécu-

tion au beau milieu de cette crise, plus de 800 emplois sont menacés.

Cette façon d'agir en dit long sur le cynisme des actionnaires. Il y avait toutes les restructurations déjà prévues, mais avec la crise, ils redoublent leur offensive et encaissent au passage les milliards dégainés par l'Etat pour « venir en aide aux entreprises en difficulté ».

Ce que nous disent aussi tous ces plans de licenciement coordonnés, c'est qu'il nous faut réagir ensemble, avec la conscience que nous sommes attaqués en tant que salariés quelle que soit notre boîte et même notre secteur d'activité.

Nous sommes confrontés à une même logique patronale et court-termiste, une logique qui est incapable de voir plus loin que les profits de l'année à venir.

Si on veut sérieusement penser un monde d'après où nous sommes autre chose que des valeurs d'ajustement on va devoir contester leur pouvoir de nous virer quand ça leur chante !

ATA, ARME, APLD, même combat pour sauver les profits

Un peu partout, les patrons veulent imposer des accords de chômage longue durée et ils trouvent parfois la caution des organisations syndicales, au nom du maintien de l'emploi, comme ça s'est fait dans le groupe SAFRAN, en juillet, avec « l'accord de transformation d'activités » (ATA).

Les patrons font payer à l'Etat, donc nous tous, en approfondissant la dette, ces plans de réduction du temps de travail avec le chômage partiel que nous aurons tous à rembourser.

Leur chantage à l'emploi vise à imposer aux salariés d'accepter de voir leurs salaires bloqués, le plafonnement des primes, le gel des cotisations employeurs au régime de retraite supplémentaire !... etc.

Autre chantage, les salariés auraient à accepter les mutations vers des zones géographiques différentes, mais pour quel avenir sur un autre site où l'activité n'est pas forcément plus pérenne. S'ils refusent alors que la clause de mobilité est dans leur contrat ? Ce sera le licenciement. De quoi être déboussolés, pris entre ces pressions et la crainte de perdre son boulot.

Quant à certaines sociétés d'ingénierie du groupe Safran, même si l'ATA a été signé avec comme engagement pris par la direction du groupe de ne pas procéder à des licenciements économiques à travers des PSE, on apprend déjà que leur direction leur annonce 500 postes en trop...

Des salariés de Derichebourg à Toulouse qui ont subi cette situation il y a quelques mois disaient : « c'est d'abord la peste et après le choléra ». Les patrons font accepter un premier recul pour ensuite imposer un avenir plus dur encore. C'est toute l'impasse du « dialogue social » qui a pour fonction de paralyser les représentants des salariés, de les associer à la mise en place des reculs.

C'est le seul avenir que réserve ce système. Il nous conduit droit dans le mur et nous prépare à des reculs sans précédents : s'inquiéter constamment de ce que l'on va devenir, comment on va payer le loyer, le crédit, l'alimentaire, le minimum vital...

Nous sommes les 1ers de corvée ; nous produisons tout. Notre avenir, c'est de prendre conscience que nous sommes une force qui peut disputer aux 1ers de cordée le pouvoir économique et politique. Le point est à l'ordre des jours à venir.